

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

**«Des dispositions ont été prises pour qu'on ne refole plus jamais un mutualiste avec un bon »**

Le Sursaut - vendredi 20 décembre 2019

**Les militants du Gontougo mobilisés**

Fraternité Matin - vendredi 20 décembre 2019

## Politique

**Les grands actes de démocratie qui ont séduit Emmanuel Macron**

L'essor Ivoirien - vendredi 20 décembre 2019

**Voici les actions du gouvernement qui ont séduit la Bad**

Le Jour Plus - vendredi 20 décembre 2019

**Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux de construction, hier**

Le Jour Plus - vendredi 20 décembre 2019

**Soro reporte encore son retour au pays**

Soir Info - vendredi 20 décembre 2019

## Conjoncture économique et sociale

**Amichia met les maires du District d'Abidjan à contribution**

Fraternité Matin - vendredi 20 décembre 2019

**« 2020, l'année de la renaissance de la Sicogi »**

Fraternité Matin - vendredi 20 décembre 2019

**« Le district de Yamoussoukro a bénéficié d'un investissement de 16 milliards F Cfa »**

Le Jour Plus - vendredi 20 décembre 2019



ARRIMAGE MUGEFCI-CMU / KOUAMÉ MESMIN KOMOE, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATIONS DE LA MUGEFCI

## «Des dispositions ont été prises pour qu'on ne refoule plus jamais un mutualiste avec un bon »



Pendant plus de 5 heures d'horloge, la direction générale de la Mutuelle générale des fonctionnaires est agents de l'Etat (Mugefci), a échangé hier à la Bourse du travail de Treichville avec les fonctionnaires et agents de l'Etat en activité ou à la retraite, dans le cadre d'une grande journée de concertation. « Il s'agissait pour nous d'échanger sur la vie de la mutuelle, sur le nouveau environnement qui a changé avec le démarrage effectif de la Couverture maladie universelle (Cmu). Ce démarrage a engendré quelques difficultés que les fonctionnaires n'ont pas bien compris. Il était question de leur expliquer la nature de ces difficultés et de leur présenter les solutions qui ont été apportées pour améliorer leur prise en charge », a expliqué le président du conseil d'Administration de la Mugefci, Kouamé Mesmin KOMOE. A l'en croire, ce sont des difficultés liées à l'accès aux prestations de la Mugefci pour ceux qui ne sont encore enrôlés à la CMU, des difficultés liées également à la disponibilité des médicaments, etc. « Je crois qu'avec toutes les intelligences des autorités de la Caisse d'assurance maladie et nous, des réponses concrètes ont été apportées. Comme vous pouvez le constater il y a de moins en moins de grogne, mais nous leur donnons à l'occasion de cette journée de concertation de remonter toute ce qu'on peut avoir comme difficultés afin que nous puissions apporter les solutions idoines », a

poursuivi M. Mesmin Komoé. Avant de rendre publique les décisions prises face aux difficultés rencontrées par les fonctionnaires et retraités. « La solution concrète que nous avons prise c'est de faire en sorte que dans les différentes officines, il y ait les médicaments de substitution, de sorte qu'on ne refoule plus jamais un mutualiste qui arrive dans une pharmacie avec un bon. Instruction également a été donnée à l'ensemble des prestataires de santé, pour que ceux qui ne sont pas encore enrôlés auprès de la CMU puissent bénéficier des prestations avec leur carte Mugefci. Nous avons également pris en compte la volonté des mutualités d'augmenter le panier des médicaments pris en compte dans le nouvel environnement, etc. Toutes les décisions prises seront communiquées à notre prochaine assemblée générale du 27 décembre prochain », a rassuré le patron de la Mugefci. Pour lui, il est question que la Mugefci et la CMU harmonisent de façons plus intelligente leurs actions pour le bonheur des populations. « Il faut que les fonctionnaires le comprennent. Nous ne sommes qu'au début d'un processus. C'est tout à fait normal que les choses ne soient pas parfaitement huilées et créent des désagréments. Mais au fur et à mesure nous allons repertorier tous ces désagréments et trouver les solutions idoines. Pour mémoire, depuis le mois d'octobre 2019, la Couverture Maladie Universelle (CMU) en Côte d'Ivoire a commencé ses prestations, avec elle également les prestations du régime complémentaire obligatoire de la MUGEFCI. Cette nouvelle disposition est allée malheureusement avec quelques difficultés qui ont créé des désagréments au niveau de certains mutualistes. Face à cette situation, la MUGEFCI qui ne compte pas s'arrêter à un traitement symptomatique mais à une recherche de solution durable qui garantira la pérennité de la MUGEFCI et assurer des prestations de qualité, a organisé cette grande journée de concertation, afin de trouver des solutions durables aux problèmes actuels de prise en charge. Etaient conviés à cette concertation, les responsables des organisations de fonctionnaires ; les responsables syndicaux de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables de mutuelles de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables des associations de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les responsables d'amicales de fonctionnaires et agents de l'Etat ; les Fonctionnaires et agents de l'Etat en activité ou à la retraite ; les mutualistes.



Siaka Ouattara, le coordonnateur régional associé du Rhdp dans le Gontougo est formel.

## Les militants du Gontougo mobilisés



Le coordonnateur régional associé du Rhdp de la région du Gontougo, entouré de responsables administratifs et coutumiers (PHOTOS: DR)

le village de Koboko (sous-préfecture de Gouméré), le coordonnateur régional associé du Rhdp a assisté à la finale du tournoi du "Civisme" doté du trophée qui porte son nom.

**MARCEL APPENA**

Siaka Ouattara, le coordonnateur régional associé du Rhdp dans le Gontougo est formel. « Seul le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, présidé par Alassane Ouattara et son jeune frère Amadou Gon Coulibaly, président du directoire, peut garantir la stabilité, la cohésion sociale ainsi que le développement économique et social de notre pays », a-t-il déclaré, le 14 décembre 2019, au cours d'une tournée à Sandégué, dans la sous-préfecture de Tomora. « Le Président Ouattara est une seconde chance pour la Côte d'Ivoire », a-t-il ajouté avec conviction. Non sans égrener les actions réalisées en faveur du développement économique et social du pays. « Les preuves sont palpables », assure-t-il, en citant la couverture maladie universelle et la gratuité des soins ; l'école pour tous ; l'amélioration des conditions de vie des populations, la réhabilitation et la construction d'équipement, le recrutement d'enseignants à la Fonction publique, etc. « Au regard de ces résultats, le Rhdp demeure un choix de cœur et de raison pour la population du Gontougo. Empruntons donc le train du rassemblement des Ivoiriens épris de paix et soucieux du développement économique de notre pays. Épousons les idéaux de tolérance, de cohésion sociale du père fondateur de la Côte d'Ivoire, le président Houphouët-Boigny », a-t-il exhorté. La tournée du coordonnateur régional associé du Rhdp, dans la région du Gontougo, du 13 au 14 décembre, l'a conduit aussi dans les localités telles que Kouassi Séranou, dans le département de Transua, ou encore Koboko, dans la sous-préfecture de Gouméré. A ces différentes étapes, il a invité les populations à semer la paix et à rester mobilisés derrière le Rhdp et son président pour que soit assurée la victoire à la présidentielle de 2020. Dans la localité de Sandégué, Siaka Ouattara a procédé à la pose de la première pierre de l'école Franco-arabe de la localité. Dans

Coopération ivoiro-Française / Le climat de paix en Côte d'Ivoire un atout pour les investisseurs français

## Les grands actes de démocratie qui ont séduit Emmanuel Macron



SEM Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire et SEM Emmanuel Macron, président de la République de la France.

Du 20 au 22 décembre, le président de la république de France, Emmanuel Macron va séjourner en terre ivoirienne. Très attendu par les autorités et les populations ivoiriennes, le séjour du président français en Côte d'Ivoire fait déjà couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays. Pourquoi vient-il en Côte d'Ivoire au moment où le pays s'achemine résolument vers l'année électorale. Nous sommes à dix petits mois des élections présidentielles de 2020. La France qui est un pays ami à la Côte d'Ivoire ne doit pas garder son indifférence face à un tel événement majeur surtout que les deux pays ont une histoire commune. Si Emmanuel Macron peut encourager les Ivoiriens à organiser des élections transparentes et équitables en Côte d'Ivoire, pourquoi sa visite peut-elle inquiéter ? L'opposition ivoirienne devrait s'en réjouir. Toute la Côte d'Ivoire doit saluer le soutien moral que le président Français apporte à la nation ivoirienne. Mais, dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, tous les voyages effectués par les autorités françaises ici n'ont jamais été fortuits. Les présidents français sont toujours venus en Côte d'Ivoire pour saluer les autorités et toujours les encourager dans leurs efforts de démocratie et de bonne gouvernance. Quand un pays foule aux pieds les moindres règles de la démocratie, la France ne coopère pas. Sous Bédié, quand la démocratie était la dernière préoccupation de son régime, les autorités françaises ne sont pas venues en terre ivoirienne. Également sous Laurent Gbagbo, au moment où la xénophobie, le tribalisme et la dictature étaient à leur paroxysme, aucun président français n'a songé à ce pays. Les grandes démocraties comme la France, la Grande-Bretagne n'ont pas l'habitude de visiter les pays dirigés par des dictateurs. Alassane Ouattara est en train de réécrire une nouvelle page de la démocratie en Côte d'Ivoire. Sur les traces de Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien

rêve d'un pays démocrate, un pays de paix où l'unité nationale occupe la première place. Voici en clair, des choses qui encouragent la France à renforcer sa coopération avec la Côte d'Ivoire. Le président Alassane Ouattara, le capitaine du bateau ivoire, recevra le second président français, depuis qu'il occupe le palais présidentiel. Le prédécesseur du président Emmanuel Macron, s'est également rendu en terre ivoirienne après la crise quand la Côte d'Ivoire du président Alassane Ouattara a posé des actes de paix et de démocratie. En effet, lorsque les autorités ivoiriennes décident de libérer Affi N'Guessan, président du FPI et plusieurs proches de Laurent Gbagbo dont Aké N'Gbo, premier ministre du gouvernement informel de Gbagbo, le président français François Hollande débarque en Côte d'Ivoire pour saluer la démocratie naissante et encourager le président Alassane Ouattara pour sa bonne initiative. Alassane Ouattara comprend que pour sortir le pays de l'ornière et le hisser au rang des grands pays africains, il faut toujours privilégier la liberté des citoyens. Alors il prend la décision de libérer Simone Gbagbo et 800 prisonniers. Certes, cette situation du Chef de l'Etat n'enchant pas les populations ivoiriennes notamment des milliers de victimes de Laurent Gbagbo mais le président calme le peuple afin permettre à Simone Gbagbo, Assoa Adou, Lida Kouassi Moïse et plusieurs pro-Gbagbo de circuler aisément. La France salue cet effort du régime d'Abidjan. ADO ne s'arrête pas en si bon chemin. Il invite tous les exilés pro-Gbagbo à rentrer pour construire ensemble le pays. Angèle Gnossoa, une irréductible de Laurent Gbagbo et plusieurs dignitaires du parti de Gbagbo mettent fin à leur exil et regagnent la belle Côte d'Ivoire où règnent la paix et la liberté. La France observe tous ces efforts. L'opposition et une certaine ONG écrivent à la cour de justice de l'Union Africaine pour dénoncer l'ancienne Commission électorale indépendante. Alassane Ouattara qui veut éviter les mauvaises interprétations sur son pays, met en branle le gouvernement, la société civile et les parlementaires ivoiriens pour jeter les bases d'une nouvelle Commission électorale indépendante. La cerise sur le gâteau, Alassane Ouattara indique que tout le monde sera candidat. Personne ne sera exclue de cette élection présidentielle de 2020 rassure partout le président ivoirien. Alassane Ouattara, depuis un certain moment a décidé de ne pas céder aux provocations de certains leaders politiques. Au temps de Gbagbo ou de Bédié ceux-ci avaient leur place à la MACA. Le président Alassane Ouattara veut la paix rien que la paix des Ivoiriens et tous ceux qui habitent la terre éburnienne. La France est séduite par la manière dont les

**Coopération ivoiro-française**

# Les grands actes de démocratie qui ont séduit Emmanuel Macron

**Le climat de paix en Côte d'Ivoire un  
atout pour les investisseurs français**



autorités ivoiriennes gèrent le pays. La gabegie et les détournements des deniers publics n'ont pas leur place sous le régime du président Alassane Ouattara. Le président Emmanuel Macron qui sait qu'il y a une véritable volonté des autorités ivoiriennes à faire triompher la paix et la démocratie, décide de fouler le sol ivoirien pour encourager les autorités ivoiriennes et toute la Côte d'Ivoire à tourner dos à la violence. La présence du président français en terre ivoirienne a également pour objectif de renforcer la coopération entre les deux pays. Quand la démocratie et la bonne gouvernance sont irréprochables dans un pays, les grandes démocraties n'hésitent pas à vous accorder leur parfaite amitié. C'est le cas de la Côte d'Ivoire du président Alassane Ouattara. La Côte d'Ivoire a un grand président. Alassane Ouattara connaît les Occidentaux et ceux-ci le connaissent. Cela y va pour le développement de la Côte d'Ivoire. Le pays a retrouvé sa place à l'international. La Côte d'Ivoire se porte très bien sur le plan international. Le président Ouattara a utilisé toute son intelligence et la sagesse du président Houphouët-Boigny pour faire de la Côte d'Ivoire, un pays convoité. Plus de 300 opérateurs économiques sont attendus en Abidjan et à Bouaké. Il y a donc la stabilité dans le pays. Oui, la stabilité est un critère qui tient à cœur les bailleurs et autres opérateurs économiques. Des Investisseurs n'arrivent jamais dans un pays où la violence et l'insécurité règnent. Les autorités ivoiriennes ont consenti beaucoup d'efforts pour maintenir un climat de paix en Côte d'Ivoire.

**JEANNE AURÉOLE**



Accord de prêt pour le renforcement du programme social / La Côte d'Ivoire bénéficie depuis le lundi dernier, d'un prêt de 74 milliards F Cfa pour le renforcement de sa politique sociale. Toutefois, plusieurs actions posées par le gouvernement ont milité en faveur de ce nouveau décaissement de la part de la Banque africaine de développement (Bad).

## Voici les actions du gouvernement qui ont séduit la Bad



Pour Mme Marie Laure Akin-Olugbade, des mesures additionnelles devraient être prises afin de satisfaire les attentes des populations vulnérables.

Créé en 2018 dans le but d'amplifier l'impact des interventions du Plan national de développement (Pnd) sur les populations vulnérables, le Programme social du gouvernement ivoirien (PsGouv) prend en compte non seulement les opérations en cours d'exécution dans le cadre du Pnd, mais il élargit aussi ses actions dans de nombreux secteurs : santé et protection sociale, agriculture, nutrition, emploi des jeunes, renforcement du pouvoir économique des femmes, transport, hydraulique rurale. Les réalisations du Projet d'appui au PsGouv couvriront 17 régions de la Côte d'Ivoire. La population bénéficiaire du projet est estimée à environ 3,5 millions. Les principaux résultats attendus sont l'amélioration de la production et des revenus pour environ 20 000 agriculteurs, dont plus 50 % de femmes; le projet permettra également d'améliorer l'accès aux services sociaux de base pour les populations de la zone du projet ainsi que l'employabilité pour 20 000 jeunes ; la création de 1 360 petites et moyennes entreprises est escomptée ainsi que la création d'au moins 17 600 emplois permanents et environ 8 500 emplois temporaires pendant la phase de réhabilitation des infrastructures. C'est dans l'objectif de

renforcer ce programme que le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (Bad) a accordé, le lundi dernier, un prêt de 74 milliards F Cfa à la Côte d'Ivoire destiné à financer ce projet d'appui au PsGouv. Marie Laure Akin-Olugbade directrice à la Bad en charge de l'Afrique de l'Ouest a souligné que les efforts du gouvernement depuis 2012, à la sortie de la crise, se sont traduits par une forte croissance du PIB d'environ 8% par an, faisant de la Côte d'Ivoire, l'un des pays les plus dynamiques au monde. Cependant, malgré tous ces efforts, le gouvernement ivoirien a noté, et la Banque partage ce constat, que des mesures additionnelles devraient être prises, pour intensifier ses actions sociales afin de satisfaire les attentes des populations vulnérables, surtout en milieu rural. Elle a également souligné que le projet d'appui au programme social du gouvernement de la Côte d'Ivoire est conforme à la stratégie à long terme de la Banque (2013-2022) et à ses priorités stratégiques « High 5 », notamment « nourrir l'Afrique » et « améliorer les conditions de vie des populations ». Il est également en adéquation avec la Stratégie pour l'emploi des jeunes de la Banque (2016-2025) et avec sa stratégie liée au genre ». Le projet d'appui au PS Gouv est en cohérence avec le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2018-2025, à travers lequel la Banque africaine de développement s'engage à accroître la proportion de ses investissements dans les cinq secteurs clés suivants : santé, agriculture, eau et assainissement, protection sociale et éducation ; ces secteurs qui ont un impact certain sur la nutrition. Notons que ce projet a pour objectif de pérenniser les actions du Plan national de développement (Pnd) de la Côte d'Ivoire, qui a permis de baisser le taux de pauvreté de 51 à 46,3% entre 2011 et 2015.

**JULES CESAR**

Université de Bondoukou / Le premier coup de truelle des travaux de construction de l'Université de Bondoukou a été donné, hier, par le Premier Ministre

## Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux de construction, hier



Le premier Ministre pose la première pierre marquant le lancement des travaux de construction

Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé le 19 décembre 2019 à Bondoukou, au lancement des travaux de construction de la future université de ladite ville. Le campus de l'université sera construit sur une superficie de 305 hectares au Nord-Est de Bondoukou. Il va accueillir dans un premier temps 3 000 étudiants dont 1 000 seront hébergés en résidence universitaire. Une cinquantaine de logements sont également prévus pour les enseignants-chercheurs et le personnel et cinq logements de fonction pour les responsables de l'université. Le coût des travaux est estimé à 85 milliards de FCFA. Et l'ouverture est prévue pour l'année universitaire 2021-2022. Sur le plan pédagogique, les différentes filières seront l'Architecture, l'Urbanisme, les Sciences Sociales, les Lettres, les Arts et les Langues ainsi que des cursus en Développement durable. Une faculté de Médecine est aussi prévue.

**Source Primature**



ANNONCÉ À ABIDJAN LE 22 DÉCEMBRE / Les raisons

## Soro reporte encore son retour au pays



Mété Sindou (assis au centre) lors de sa déclaration. (Ph.DR)

Abidjan, le dimanche 22 décembre 2019, comme annoncé. Pendant que les militants de Génération et peuples solidaires (Gps) se mobilisent pour lui réserver un accueil des plus chaleureux à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët, les collaborateurs de l'ancien président de l'Assemblée nationale ont informé l'opinion, que la date de son retour a été reportée. C'est finalement le lundi 23 décembre 2019 qu'il est attendu. Cette information a été rendue publique par Mété Sindou, Président du comité d'organisation (Pco) des préparatifs de l'arrivée du président de Gps, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 19 décembre 2019, au cabinet de M. Soro, à la Riviera Golf. Mété Sindou a expliqué que ce report a été demandé par les autorités ivoiriennes en raison de la présence du président français, Emmanuel Macron, en terre ivoirienne. De fait, à cet effet, tous les vols privés, comme celui que va prendre Guillaume Soro, qui devaient atterrir, ce dimanche à Abidjan, et même dans la période de la visite officielle d'Emmanuel Macron, sont interdits. Autre raison invoquée, la sécurité autour de l'organisation de cet accueil populaire que préparent les partisans de Guillaume Soro. Selon Mété Sindou, la Préfecture de police d'Abidjan a fait état de ce qu'elle ne serait pas en mesure d'assurer la sécurité de Guillaume Soro durant son retour, à la date du 22 décembre, compte tenu de la focalisation et la mobilisation des services officiels de l'État de Côte d'Ivoire sur la visite officielle du chef de l'État français. Non sans relever les contraintes que cet événement officiel imposera au niveau du maintien de l'ordre public. Selon lui, c'est faisant suite à une audience avec le ministre de la Sécurité, le Général Vagondo Diomandé, et à deux séances

de travail à la Préfecture de police d'Abidjan, avec le groupe parlementaire Rassemblement et une délégation du comité d'organisation du retour de Guillaume Soro, les vendredi 13 et mardi 17 décembre 2019, qu'une nouvelle date a été arrêtée. Malheureusement, à l'issue de ces deux séances de travail, la Préfecture de police d'Abidjan a fait état au comité d'organisation, de la visite officielle programmée du président Emmanuel Macron, du 20 au 22 décembre 2019. « La Préfecture de police d'Abidjan a relevé la focalisation et la mobilisation des services officiels de l'État de Côte d'Ivoire sur cette visite officielle du chef d'État français ainsi que les contraintes que cet événement officiel ne manquera pas d'imposer au maintien de l'ordre public. De plus, les autorisations de vols que nous avons demandées à l'Agence nationale d'aviation civil, l'Agence nationale chargée de la sécurité aéroportuaire, pour l'atterrissage de l'avion privé affrété pour le retour du président Guillaume Soro, ces autorisations ont été refusées », a expliqué le président du comité d'organisation. Mété Sindou a indiqué que pour toutes ces raisons, le comité d'organisation a décidé du report du retour du président Guillaume Soro, initialement prévu le dimanche 22 décembre 2019, au lundi 23 décembre 2019. « Cette décision marque le plein engagement de Génération et peuples solidaires à adopter une démarche républicaine et à concourir à la consolidation de la solidarité nationale et de la paix en Côte d'Ivoire », a-t-il ajouté. Avant d'appeler tous les adhérents, les partis politiques alliés à Gps, tous les sympathisants de Guillaume Soro, ainsi que les partis politiques alliés à Gps, tous les sympathisants de Guillaume Soro, ainsi que les populations d'Abidjan, à se mobiliser massivement pour réserver un accueil populaire au président de Gps, lundi.

**GEORGES KOUAME**

Embellissement des villes en période de fêtes / Le ministre de la Ville a présidé une importante réunion, hier, à l'hôtel du District au Plateau pour inviter les premiers magistrats des villes à garantir un cadre de vie sain à leurs concitoyens.

## Amichia met les maires du District d'Abidjan à contribution



De cette rencontre, les habitants du District d'Abidjan peuvent espérer fêter dans un environnement sain. (PH: DR)

public surtout les voies principales ». Ce qui aura pour avantage d'éviter que les usagers soient obligés d'utiliser la chaussée en lieu et place des trottoirs. La promotion de la végétalisation à travers le planting d'arbres et la mise en valeur des baies, sont en bonne place dans les orientations données par le ministre Amichia. La ministre Anne-Désirée Ouloto a, pour sa part, plaidé pour une meilleure collaboration avec les maires en vue de mieux faire face aux problèmes liés à l'insalubrité, à la nuisance sonore ainsi qu'à la divagation des animaux. Pour elle, la salubrité est l'affaire de tous et elle les a exhortés à engager toutes les forces vives de leurs communes dans ce combat. Une feuille de route relative à la politique de salubrité et d'embellissement des villes et communes ivoiriennes sera élaborée en janvier 2020.

Comment permettre aux Ivoiriens en général et ceux vivant dans le District d'Abidjan en particulier de passer les fêtes de fin d'année dans la sérénité mais surtout dans un environnement et un cadre de vie sains. C'est à cette problématique que cherchait à répondre le ministre de la Ville, Albert François Amichia, en réunissant, hier, autour d'une même table, à l'hôtel du district, les maires du district d'Abidjan et plusieurs ministres techniques. Il s'agit de Anne-Désirée Ouloto, ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Sidiki Diakité, ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Amedé Kouakou Koffi, ministre de l'Équipement et de l'Entretien Routier, Danho Paulin, ministre des Sports et président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire. Partageant son rêve de voir des villes belles et salubres pendant les fêtes de fin d'année, le ministre François Albert Amichia, en félicitant sa collègue Anne Ouloto, est revenu sur les efforts consentis par le gouvernement dans la lutte contre le désordre urbain. Toutefois, il a affiché sa déception face à certains responsables communaux qui manquent d'initiatives pour rendre le cadre de vie agréable. Il a alors proposé quelques actions qui, à l'en croire, participeraient à l'atteinte du niveau d'embellissement et de salubrité escompté par le gouvernement. Il s'agit pour le ministre Albert François Amichia « d'inventorier les espaces à embellir, réguler l'implantation des panneaux et enseignes publicitaires, démanteler et interdire toute occupation du domaine

Bouaké Fofana, directeur général de la Sicogi / Bouaké Fofana est un cadre actif. Il est originaire de Kani et le président du Conseil régional du Worodougou. C'est l'actuel Directeur général de la Société ivoirienne de construction et de gestion immobilière (Sicogi). Il était précédemment Directeur de l'Agence de gestion des routes (Ageroute). Il est en pleine restructuration de la Sicogi pour le bonheur des populations qui verront bientôt les résultats.

## « 2020, l'année de la renaissance de la Sicogi »



**Monsieur Bouaké Fofana, vous êtes directeur général de la Sicogi, président du Conseil régional du Worodougou et très actif au Rhdp. Vous êtes un homme très occupé ?** Oui en effet, je suis relativement occupé, entre mes fonctions professionnelles et politiques de président de région et de coordonnateur régional du Rhdp, qui demandent du temps. Vous savez, la politique locale, surtout quand l'on est loin de sa circonscription électorale, demande beaucoup de temps. De l'autre côté, la société que je dirige, la Sicogi, est une société en difficulté et en cours de restructuration, qui demande un pilotage très rapproché. Fort heureusement, aussi bien en politique qu'au travail, je suis entouré de bonnes équipes, très engagées, et volontaires dans l'effort. Le reste est une question d'organisation.

**Trouverez-vous le temps pour être présent à Paris où tout le Worodougou vous attend pour un hommage le 4 janvier prochain?** Pour mon aîné et homonyme Bouaké Méité et moi, cette initiative de nos parents de la diaspora en France est une contribution à l'union que nous prôtons.

Y répondre m'apparaît donc comme un devoir. Oui, je ferai tout pour répondre à cet appel fraternel, si le Seigneur me le permet. Oui, s'il plaît à Dieu, je serai à Paris le 4 janvier pour communier avec nos parents de France.

**Comment avez-vous ressenti cette marque d'attention du Worodougou de France ?** Comme un grand honneur. Et j'en suis à me demander si je mérite cette reconnaissance. Cet honneur vient avec son lot de responsabilités que je dois assumer en comptant en retour sur l'indulgence de tous.

**Cet hommage est-il lié à votre activité de président du Conseil régional ou de Dg de la Sicogi ? Qui va-t-on célébrer ?** Je ne peux qu'émettre des hypothèses, car seuls nos parents qui ont pris l'initiative peuvent répondre à cette question de façon certaine. Je suis enclin à penser que nos parents entendent encourager deux de leurs fils et frères à continuer sur le chemin de la recherche du rassemblement, de la dissémination de l'esprit de concorde, du dévouement au service de la région. J'ai le sentiment qu'on va encourager et non célébrer, qu'on va encourager non pas le président de région et le Directeur général que je suis devenu pour un temps, mais le fils Bouaké Fofana que je demeure.

**Vous avez des ambitions pour votre région qui se projettent jusqu'en 2050. Worodougou 2050, c'est ambitieux ?** Oui, j'ai de grandes ambitions pour ma région, qui vont bien au-delà des capacités d'un président de Conseil régional. Voyezvous, les perspectives des politiques vont rarement au-delà de l'horizon des mandats légaux de 5 ans. De sorte que même quand ils cumulent plusieurs mandats de 5 ans, leur regard ne va pas au-delà de 5 ans. Or 5 ans dans la vie d'une région, ce n'est rien. Avec mes collègues du Conseil régional, nous avons voulu donc exprimer notre ambition pour notre région en nous projetant dans un horizon de 30 ans, jusqu'en 2050. Et mon rêve, c'est de pouvoir inscrire tous les mandats politiques au Conseil régional du Worodougou des 30 prochaines années dans une trajectoire logique et cohérente,

**Bouaké Fofana,  
directeur général**

**“ 2020, l'année  
de la renaissance  
de la Sicogi ”** P. 16

indépendamment de la personne et des partis politiques des élus qui vont se succéder. Cela peut paraître utopique, mais pour moi, c'est une utopie réaliste, comme dirait John Rawls. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. Mais de façon simple, oui, le Conseil régional du Worodougou, grâce à un cofinancement de l'Union européenne, de l'Agence française de développement, et à une assistance technique du Centre international pour le développement et la recherche (Cidr), a réalisé un Plan stratégique de développement durable régional pour la période 2020-2050. Et ce plan traduit notre ambition pour le Worodougou, notamment en faire un pionnier de l'agroécologie et de l'économie verte en Côte d'Ivoire.

**Pour l'année qui s'annonce, quels sont vos vœux pour les populations de votre village Kani et de la région ?**

Pour mon village Kani, et pour le Worodougou, je souhaite la consolidation de l'entente et de l'union des forces vives, la poursuite du développement bien engagé sous la gouvernance du Rhdp, dans la paix et la stabilité, facteurs clés de succès du Plan stratégique de développement durable Worodougou 2050. Vous voyez l'extraordinaire prouesse en matière de développement que la Côte d'Ivoire a réussi grâce à Son Excellence le Président Alassane Ouattara. Toutes les retombées de sa politique rejaillissent sur nos régions.

**Vos vœux pour la Sicogi et pour les Ivoiriens ?**

Pour la Sicogi, je souhaite la sortie du tunnel des difficultés en tous genres. Je souhaite que 2020 soit l'année de la renaissance de la Sicogi. Nous nous sommes employés au cours des deux dernières années, dans un environnement difficile, à réunir les conditions de cette renaissance. Pour les Ivoiriens et la Côte d'Ivoire, je souhaite la paix et la stabilité, la poursuite et le renforcement du rayonnement politique, diplomatique et économique de notre cher pays, ce qui résume l'offre politique du Rhdp. Et la meilleure offre politique est incarnée par le Président Alassane Ouattara et son Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Avec eux, des équipes soudées et dynamiques résolument tournées vers la victoire.

**AMÉDÉE ASSI**

Distribution des fruits de la croissance économique / Souleymane Diarrassouba

## « Le district de Yamoussoukro a bénéficié d'un investissement de 16 milliards F Cfa »



Pour le ministre Diarrassouba, le Président Alassane Ouattara qui est en train de redonner à la ville natale de Felix Houphouët-Boigny son lustre d'antan.

Le ministre du Commerce et de l'industrie, Souleymane Diarrassouba, a indiqué, le mercredi 18 décembre dernier, lors de l'inauguration du siège du Sénat et de l'inauguration du centre hospitalier régional de Yamoussoukro que le département de Yamoussoukro a bénéficié d'un investissement de 16 milliards F Cfa. Fruit selon lui de la distribution des fruits de la croissance économique. « Cet investissement de l'ordre de 16 milliards Fcfa dans la santé est une preuve de la distribution des fruits de la croissance économique aux populations, avec surtout des équipements de haute technologie. C'est un beau cadeau de fin d'année du président de la République, Alassane Ouattara, aux populations de Yamoussoukro, car un tel investissement profite à tous, sans distinction et sans discrimination. Désormais, il ne sera donc plus nécessaire de se déplacer à Abidjan pour faire un scanner ou des examens biologiques pointus, ou encore faire ses opérations chirurgicales. La capacité d'hospitalisation est même passée de 60 à 100 lits », a souligné le ministre Souleymane Diarrassouba. Traduisant toute la reconnaissance des populations de Yamoussoukro, le ministre du Commerce et de l'industrie a également indiqué que « l'inauguration du siège du Sénat vient encore, une fois, confirmer l'engagement du président de la République à accélérer le processus de transfert effectif de la capitale à Yamoussoukro ». Avec ce siège, le président du Sénat, Jeannot AhoussouKouadio, ses vice-présidents et

les membres de son cabinet seront désormais sédentaires à Yamoussoukro. Où ils pourront mener sereinement et dans les meilleures conditions leurs activités parlementaires au service de la nation. Il a ajouté que la symbolique de sa situation géographique, face à la basilique Notre Dame de la paix, achève de convaincre que le Président Alassane Ouattara, dans le sillage de Feu Felix Houphouët-Boigny, travaille à consolider la paix et la démocratie dans ce beau pays, la Côte d'Ivoire. Saluant la rénovation du Chr, le ministre Souleymane Diarrassouba a indiqué qu'elle est bien la preuve que le chef de l'Etat se préoccupe de la santé et de l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens, notamment ceux du district autonome de Yamoussoukro.

### JULES CÉSAR